



Économie

Flambée des prix des matières premières agricoles: la profession s'inquiète

“ Les prix des matières premières s'envolent depuis plus d'un an, conséquence de crises conjointes et multifactorielles : financière, géopolitique et sanitaire. Ces hausses viennent peser sur les coûts de production des agriculteurs. Céréales, engrais azotés, énergie, carburant, métaux... la liste est longue. ”

« Les prix s'envolent : doublement sur un an pour le blé tendre, + 45 % pour le maïs et + 70 % pour le colza, en euros (source Terre-net). On n'imagine pas que ce rythme se poursuive, compte tenu des réactions économiques et sociales que ces hausses vont engendrer... » Selon l'économiste Jean-Paul Betbèze, les crises économiques, géopolitiques et médicales de ces derniers mois sont tout à fait exceptionnelles. Parce qu'elles sont conjointes et multifactorielles, elles obligent les agriculteurs à se questionner, une fois de plus, sur la question cruciale de l'autonomie alimentaire.

Le prix de l'azote explose
Pris dans leur ensemble, les prix des engrais s'envolent. Ils sont supérieurs de 13,6 % à leur niveau du début de l'année et de 29,9 % sur un an. La majorité des agriculteurs diffèrent leurs achats d'engrais phosphatés et potassiques quand ils n'y renoncent pas tout simplement, avec le risque de compromettre les rendements des campagnes à venir. « Sur l'intégralité de la campagne (juillet 2020-juin 2021), les livraisons d'azote reculent de 16,9 % par rapport à 2019-2020 », souligne le ministre de l'Agriculture. « L'impact des engrais azotés sur les exploitations va être extrêmement violent », estime Benoît Pièrremond, président du conseil spécialisé grandes cultures de FranceAgriMer mais aussi président de la coopérative marnaise Novagrain. D'une part, leur prix explose. La solution azotée atteint 615 €/t, contre moins de 180 €/t un an plus tôt, d'après lui. Le poste engrais azotés subit une augmentation de 150 à 200 €/ha, à comparer aux 100 à 150 €/ha initiaux. D'autre part, la disponibilité des produits est « la vraie inquiétude ». « Sur le printemps qui va venir, rien ne dit aujourd'hui qu'on pourra



François Cholat, président du syndicat national de l'industrie agroalimentaire (Snia).

avoir accès aux engrais azotés », souligne-t-il. Cumulé à la hausse des coûts de l'énergie et du gaz, l'impact économique de ces nombreux déréglés pourrait dépasser 40 000 € sur la campagne pour une exploitation moyenne de grandes cultures (sources AGPB, APGM, CGB et FOP). Les agriculteurs se posent la question de modifier leur assolement. Des cultures d'été exigeantes en azote, comme le maïs, risquent d'en faire les frais au profit d'espèces moins gourmandes, comme l'orge de printemps, le tournesol, voire le protéagineux.

L'alimentation animale n'est pas indemne
L'alimentation animale est aussi concernée. L'indice des prix des aliments a progressé de 10 % depuis le début de l'année. Pour les seuls aliments simples, la hausse est de 13,1 %. « L'année dernière, le maïs était vendu à moins de 160 €/t, cette année il est à 250 €/t. Entre l'an-

cienne et la dernière récolte on est monté à plus de 300 €/t (hors majoration mensuelle, avant frais de stockage, ndr). Le blé fourrager est passé, lui, de 180 €/t à 250 €/t en un an. La crise nous a obligés à trouver des solutions en optimisant les formules avec les matières premières disponibles. Aujourd'hui, de grosses tensions se font ressentir sur le marché du soja non OGM de plus en plus rare », indique François Cholat, président du Syndicat national de l'industrie agroalimentaire (Snia) qui alerte aussi sur le prix de l'urée alimentaire qui a considérablement augmenté, passant de 400 €/t à 1 400 €/t en un an, en raison de la raréfaction de l'offre et d'un processus de fabrication très coûteux.

Fabricants et distributeurs en difficulté
Du côté du marché de la vente d'engins agricoles, les distributeurs subissent aussi une hausse des tarifs, des prix garantis sur devis de plus en plus courts et des retards de livraison, les obligeant à se conformer à de nouvelles règles commerciales. « Aujourd'hui, on nous demande d'anticiper nos commandes pour 2022 et de mettre des noms de clients en face des machines pour bloquer la marchandise et s'affranchir de possibles futures hausses... Le marché est déjà tendu et cette demande de la part des fabricants entretient la pénurie ! », remarque Jean-Marc Bosson, président régional du Syndicat national des entreprises de services et distribution du machinisme agricole (Sedima). « Nous constatons une hausse moyenne de 5 % sur le prix de l'engin agricole fini. Nous faisons aussi face à des problèmes d'approvisionnement de pièces, entre autres sur les semi-conducteurs, les boîtiers électroniques et les compteurs. Les vendeurs suppriment des commandes stock et les remplacent par des commandes

urgentes pour approvisionner le plus vite possible leurs chaînes de montage. Sur le marché de l'occasion, il se passe plusieurs mois entre le moment de l'expertise de l'ancien engin et la livraison du nouveau, avec à la clé une décade évidente pour le revendeur... », ajoute-t-il. Le marché de la remorque, impacté par la hausse du prix de l'acier, a subi une hausse allant de 8 à 20 %. « Grâce à un stock assez important, nous n'avons pas été impactés, affirme Loïc Devès, dirigeant de la société ardéchoise de fabrication de remorques. Nous sommes en revanche passés de quatre à six semaines avant crise à vingt semaines de délais de livraison aujourd'hui. »

Les EDT aussi impactés
La hausse du prix du gaz, dans laquelle la Chine joue un rôle prépondérant, vient aggraver la crise, s'ajoutant à l'augmentation des coûts du fret maritime et du transport routier. Une inflation qui pèse aussi sur les prestataires de services de travaux agricoles. « En novembre 2020, nous avons payé le GNR 0,60 € HT le litre. Aujourd'hui, il est affiché à 0,94 € HT le litre. S'il continue d'augmenter nous allons être obligés de répercuter cette hausse sur les prix de nos prestations mais nous savons déjà que les exploitations ne vont pas pouvoir suivre », indique Martine Perrin, présidente régionale des Entrepreneurs des territoires (EDT), factures à l'appui. « Nous estimons une augmentation moyenne de 35 % sur le coût des matériaux et de 15 % sur les huiles utilisées pour les moteurs des engins agricoles. Vous rajoutez à cela la hausse du Smic augmentant de plus de 2 % notre masse salariale. Nos structures ne pourront plus faire face aux charges si cette crise continue... » ■

Alison Pelotier avec Actuagri

TÉMOIGNAGES / Les agriculteurs subissent les conséquences de la pénurie de matières premières et de la hausse des cours mondiaux. L'impact se ressent directement sur leurs coûts de production, en hausse eux aussi. Exemples concrets dans un élevage porcin et dans une exploitation céréalière de la région.

Des charges à la hausse dans le quotidien des producteurs

Impacté par la pénurie de matières premières agricoles, Nicolas Perret, céréalier à la tête d'une exploitation de 240 ha à Vichy (Allier), constate l'augmentation du prix des engrais avec un goût amer. « D'habitude, je fais deux commandes d'engrais, l'une pour l'hiver et l'autre pour le printemps », indique-t-il. Cette année risque de contrecarrer les habitudes du président de la section grandes cultures de la FRSEA : « Avec les prix élevés indiqués par la coopérative, je préfère attendre pour la commande de printemps, quitte à ne pas être livré ».

La douloureuse facture de GNR

Concernant le carburant, là aussi l'addition est salée pour l'agriculteur. Nicolas Perret a déboursé près de 1 000 € supplémentaires lors de la dernière livraison : « J'écoule environ 25 000 litres de GNR par an pour quatre à cinq livraisons », précise le céréalier bourbonnais. Aujourd'hui, la hausse du cours mondial des céréales compense celle des matières premières mais pour encore combien de temps ?



Alexis Pugliese, éleveur porcin au sein de la Sart de Montburon à Confrançon (Ain) souhaite produire 40 % des aliments à la ferme pour moins dépendre de la volatilité des cours mondiaux des céréales.

La situation est similaire en ce qui concerne les produits phytosanitaires : « La coopérative nous a indiqué qu'il était actuellement possible de commander mais pas sûr que ce soit pour longtemps », souligne Nicolas Perret. Il a donc anti-

cipé pour ses besoins hivernaux mais préfère attendre en ce qui concerne les produits pour le printemps. « J'espère faire le bon choix et ne pas le regretter ! » Dans ce contexte de marchés tendus, « certains agriculteurs pourraient voir

leurs rendements amoindris et leur récolte de moins bonne qualité lors de la prochaine campagne », s'inquiète Nicolas Perret.

Moins dépendre des aliments du commerce

Alexis Pugliese, éleveur porcin à Confrançon (Ain), coassocié au sein de la ferme de Montburon, achète 100 % de l'alimentation de ses 320 truies auprès de fabricants d'aliments. « Entre 2015 et 2019, le prix de l'aliment pour l'élevage de truies vendu par la coopérative Cyrhio, en dehors de quelques légères variations, est resté assez stable, autour des 200 €/t. Fin 2019, les prix ont explosé. Nous payons aujourd'hui ce même aliment 266 €/t. Il représente 70 % de nos achats alimentaires. Ceux destinés à l'alimentation des gestantes et des porcelets ont pris sensiblement les mêmes hausses mais pèsent moins sur nos factures, en raison d'achat de plus petites quantités », explique l'éleveur. Conséquence directe de la hausse des cours mondiaux des céréales, cette année, Alexis Pugliese répercuterait 0,15 € de plus le kilo sur ses

coûts de production. « Je suis assez pessimiste pour la suite car la Chine est en train de faire une vraie razzia sur les céréales ukrainiennes. Nous avons eu de bons rendements cette année en France. Pas sûr que cela suffise pour garantir l'alimentation de nos animaux dans les prochains mois », s'exclame-t-il. L'éleveur, en plein travail d'agrandissement souhâte, avec son associé Jean-Vincent Chapaton, changer le système de distribution des aliments. Une machine à soupe est d'ailleurs en train d'être installée. « Cette nouvelle installation nous permettra d'introduire des céréales humides produites à la ferme. Nous possédons 30 ha de terres et nous souhaiterions en acquérir d'autres pour produire 40 % des céréales nécessaires à l'alimentation de nos truies. Nous avons déjà commencé à faire quelques estimations. Ce projet nous coûterait 100 000 €. Avec les prix actuels des aliments, nos frais seraient remboursés en deux ans. » ■

Baptiste Vlaj et Alison Pelotier



L'impact économique de la hausse du coût des matières premières pourrait dépasser 40 000 € sur la campagne pour une exploitation moyenne de grandes cultures (source AGPB, APGM, CGB et FOP).

HAUSSE DES COÛTS / La flambée des prix des matières premières touche tous les agriculteurs. Pour y faire face, les adhérents de Cuma peuvent compter sur leur bonne organisation et leur force de frappe plurielle.

Cuma : la force d'être à plusieurs

En 2021, les prix des matières premières s'envolent dans toute la France. En conséquence, des hausses de coûts spectaculaires sur de nombreux produits : prix de l'acier multiplié par deux ou plus, engrais azotés trois fois plus chers qu'en 2020 du fait de l'augmentation du prix du gaz... des prix qui heurtent de plein fouet le budget des agriculteurs, obligés de composer avec eux. « Partout, on voit et on entend dire que les prix ont augmenté : sur le prix des machines, on est à + 20 % en général, entre les devis faits il y a un an et aujourd'hui », constate Manon Bossa, chargée de mission agroéquipement et stratégie pour la fédération régionale des Cuma (FRCuma) d'Auvergne-Rhône-Alpes. Dans ce contexte, les agriculteurs adhérents de Cuma ne sont pas épargnés, bien que la force du collectif leur donne quelques avantages pour faire face en comparaison aux agriculteurs en individuel. « On parle surtout de l'augmentation du prix d'achat des matériels, le fait d'être plusieurs permet évidemment de continuer à investir régulièrement dans du matériel performant, en maîtrisant au mieux leurs coûts de mécanisation et en amortissant les investissements », affirme Caroline Debroux, directrice de la FRCuma d'Aura. Dans la région, près d'un agriculteur sur deux adhère au moins à une Cuma, ou en compte 1 680 sur l'ensemble du territoire. Grâce aux chiffres des comptabilités des différentes coopératives, la fédération édite tous les deux ans un guide des coûts de revient des matériels, dont l'édition 2021-2022 est disponible. « C'est un outil d'aide à la décision, puisque l'on sait ainsi pour un matériel donné quel est son coût d'achat, son amortissement, son entretien », souligne Manon Bossa. Côté carburant, la FRCuma d'Aura possède



Les Cuma s'intéressent de près au coût et à la rentabilité de leurs machines. Ici, le banc d'essai moteur de la fédération des Cuma d'Aura, qui permet d'évaluer la consommation de carburant des tracteurs.

un banc d'essai moteur qui permet aux agriculteurs d'évaluer leurs engins, afin d'éviter la surconsommation et ainsi économiser du carburant.

« Nos structures seront sauvées par le collectif »

Pour Dominique Deplat, céréalier dans le Puy-de-Dôme et président de la Cuma des Bressons, le regroupement en Cuma est une évidence pour gagner du temps et de l'argent. « Nos structures seront sauvées par le collectif, y compris pour les problématiques agricoles. La Cuma, c'est aussi des gens qui échangent entre eux, et ça aide tous les jours, c'est pratiquement un système assurantiel. » Dans cette Cuma située à Joze, où le maïs et le blé représentent

l'essentiel de la production des six adhérents, deux achats ont été réalisés en 2021 : un outil de travail du sol à disque Pottinger et un nouveau rouleau. « Ces deux appareils ont été payés début 2021, nous n'avons donc pas subi l'augmentation des prix. Mais nous envisageons de changer une castreuse à maïs pour laquelle nous n'avons pas encore de devis : on va s'en occuper début 2022, pour un achat finalisé début 2023. J'ai peur qu'on subisse des augmentations importantes », poursuit l'agriculteur. Il est néanmoins sûr que l'investissement sera réalisé, car il est primordial pour la production des différents adhérents. Par ailleurs la gestion « particulièrement fine » de la Cuma permet un coût mutualisé très intéressant malgré les hausses de charges. « On va sans doute diminuer nos marges nettes, mais on est obligé d'y passer », indique Dominique Deplat. En Isère, Émeric Barbier, vice-président de la Cuma de la Sarra à Charavines, s'inquiète pour 2022. « Il y a une forte hausse du plastique, donc des filets qu'on utilise pour l'enrubannage, de la ferraille aussi... En 2021 on a su anticiper, mais l'année prochaine la hausse va être dure à appréhender. » Dans cette Cuma spécialisée en bovin lait, les agriculteurs projetaient d'investir dans un andaineur à tapis « On était peu nombreux dessus, et l'achat risque d'être remis en question début 2022, souligne-t-il. Mais heureusement que le collectif est là pour temporiser ces hausses. Les Cuma, c'est aussi le seul endroit où on se pose vraiment la question du coût de la mécanisation à l'hectare ou à l'heure. On est au coût réel, on sait exactement combien on dépense et comment on amortit, c'est un vrai plus, surtout dans ce contexte. » ■

Zoé Besle

EN CHIFFRES / L'évolution des cours des matières premières

Carburants : hausse importante pour les carburants traditionnels

Dans le sillage de l'augmentation des cours mondiaux du pétrole, passé en l'espace d'un an de 39,15 à 78,81 dollars/baril, soit une augmentation de 101,3 %, les prix des carburants ont grimpé en flèche ces derniers mois. Passé entre le 4 janvier et le 9 novembre 2021 de 0,75 à 1,05 euro/litre pour une commande de 1 000 litres, le prix du GNR a affiché une hausse spectaculaire de 40,67 % en 2021. Avec 28,2 % d'augmentation en un an, le prix du gazole a également flambé. Il s'établit aujourd'hui à 1,56 euro/litre en moyenne. Suivent le sans-plomb 95, de 24,8 à 26 % de hausse pour l'E5 (1,66 euro/litre) et l'E10 (1,65 euro/litre), puis le sans-plomb 98, qui a grimpé de 23,7 % en un an pour s'établir en moyenne à 1,74 euro/litre. Les carburants verts s'en sortent mieux, avec pour le biéthanol E85 et le GPL une augmentation contenue à 5,10 (0,71 euro/litre) et 5 % (0,90 euro/litre) sur la même période. Le GNV (1,07 euro/litre) n'a quant à lui pas connu d'augmentation de prix sur l'année écoulée.

Chauffage : un bouclier tarifaire pour contrer la hausse du gaz

Pour se chauffer, les Français ont aussi pu mesurer d'importantes augmentations dans les prix. Celui de l'électricité a grimpé de 3 % en 2021. Mais d'après les premières estimations, une hausse plus importante de 8 à 10 % devrait intervenir le 1^{er} février 2022. Une trajectoire qui confirme la tendance observée depuis dix ans, avec une hausse de 50 % des prix de l'électricité sur cette période d'après l'Insee. Mais l'augmentation la plus notable se trouve du côté du prix du gaz, qui a doublé en l'espace d'un an et a fait gonfler la facture annuelle d'énergie des ménages français de plus de 30 %. Après deux hausses successives de 9,96 % en septembre puis encore 12,6 % en octobre, le gouvernement a instauré le 1^{er} novembre un bouclier tarifaire destiné à bloquer cette hausse, évitant ainsi une nouvelle augmentation prévisionnelle chiffrée à 19,5 % par les experts.

Matières premières : grande variabilité

Côté grandes cultures, l'augmentation des prix est également non négligeable sur l'année écoulée. La hausse la plus visible concerne le colza, dont la cotation est passée entre le 5 novembre 2020 et le 5 novembre 2021 de 396 à 690 euros/tonne. Cela représente, en l'espace de douze mois, une hausse de 74,24 %. L'augmentation est également importante pour le blé tendre, de l'ordre de 40,39 %. En l'espace d'un an, son prix est passé de 203 à 285 euros/tonne. Dynamique moins élevée mais malgré tout soutenue pour le maïs, coté à 187 euros/tonne en novembre 2020 et à quelque 243 euros par tonne aujourd'hui soit une hausse de 29,95 %. Dans ce paysage, seul le soja affiche une certaine stabilité. Si son prix a également augmenté, passant de 366 à 374 euros/tonne en un an, la hausse reste contenue à tout juste 2,19 %. ■

Pierre Garcia